

Paris, le 31 mai 2005

Institut de France
Salle Hugot

Colloque « Alexis de Tocqueville entre l'Europe et les Etats-Unis »
Séance de clôture

L'exigence de Tocqueville : la « science politique nouvelle »

par Raymond BOUDON,

Membre de l'Institut

Je n'ai qu'une seule excuse pour évoquer Alexis de Tocqueville devant d'éminents spécialistes de cette grande figure de la pensée. Et cette excuse est bien fragile, car subjective : à savoir que Tocqueville est l'un des trois auteurs généralement répertoriés dans les histoires des sciences sociales qui m'ont donné un choc intellectuel, que j'ai lus et relus avec une admiration croissante, avec le sentiment de m'instruire un peu plus à chaque lecture, les deux autres étant Max Weber et Émile Durkheim.

J'ai aussitôt éprouvé à la lecture de Tocqueville le sentiment que, en dépit de certains archaïsmes, d'erreurs et de prévisions erronées, il est notre contemporain. D'autres, comme Guizot ou Auguste Comte, occupent aussi une place éminente dans l'histoire de la pensée française du XIX^e siècle. Ils ont eu une influence incomparablement supérieure à celle de Tocqueville. Celle d'Auguste Comte a été profonde en France même et elle s'est étendue jusqu'au Brésil ou à la Turquie. Kemal Atatürk a déclaré devant la commission chargée d'élaborer le projet de constitution de 1920 : « si nous devons être occidentalisés, allons aux fondements de l'Occident (...), aux principes de souveraineté qu'[Auguste Comte] a définis ». Tocqueville, lui, n'a exercé que peu d'influence sur le monde des idées et il a connu en France même de longues périodes d'oubli. Il n'a guère réussi à convaincre ses compatriotes des vertus du libéralisme. Raymond Aron lui-même, qui a contribué à le remettre sur le marché, se déclarait plus intéressé par « les mystères du *Capital* que par la prose triste et limpide de *La Démocratie en Amérique* » (*sic*). Mais, d'un autre côté, on ne lit plus guère Comte ou Guizot que si l'on s'intéresse à l'histoire des idées. Ils n'ont plus grand-chose à nous dire sur nous-mêmes, alors que Tocqueville témoigne, lui, d'une éternelle jeunesse.

Le secret en est, me semble-t-il, qu'il a mis en œuvre une manière nouvelle d'analyser les phénomènes politiques et sociaux, une manière qui tranche avec celle de ses contemporains –et de beaucoup des nôtres.

Tocqueville était parfaitement conscient d'être un novateur. On le constate facilement à plusieurs de ses déclarations : selon une célèbre formule de l'introduction à la première *Démocratie*, « il faut, écrit-il, une science politique nouvelle ». Cette formule évoque la *scienza nuova* de Vico ou la « doctrine scientifique de la politique » dont rêvait Auguste Comte. Mais cette « science politique nouvelle », Tocqueville nous laisse clairement entendre que c'est chez lui-même qu'il faut la chercher. Il déclare dans ses *Souvenirs* : « Je hais, pour ma part, ces systèmes absolus, qui font dépendre tous les événements de l'histoire de quelques causes premières se liant les unes aux autres par une chaîne fatale, et qui

suppriment, pour ainsi dire, les hommes de l'histoire du genre humain. Je les trouve étroits dans leur prétendue grandeur, et faux sous leurs airs de vérités mathématiques ». On relèvera la force des mots : « je hais » ; et la véhémence de la critique. On peut présumer qu'elle visait dans l'esprit de Tocqueville une bonne partie de la pensée sociale et de la philosophie de l'histoire du XVIII^e et du XIX^e siècles. Car il était sans doute familier, directement ou indirectement, avec la pensée de Vico, des physiocrates, des Saint-simoniens, de Victor Cousin et via Victor Cousin de Hegel. Même s'il ne les évoque jamais, il connaissait vraisemblablement les idées d'Auguste Comte, plus âgé que lui de sept ans. Les trois premiers volumes du *Cours de philosophie positive* sont disponibles au moment où sort la première *Démocratie* ; l'ensemble du *Cours* lorsque paraît la seconde. Mais Tocqueville prend ses distances par rapport à toutes ces figures marquantes de son temps ou du passé proche et il leur oppose une autre méthodologie.

Cette conscience d'être un novateur est toujours présente dans l'*Ancien Régime*, son dernier livre : « le livre que j'écris n'est pas un livre d'histoire », déclare-t-il dès la toute première phrase de l'avant-propos. Les deux *Démocraties* prennent donc nettement leurs distances par rapport à la philosophie de l'histoire et aux théories abstraites comme celles des physiocrates ou des saint-simoniens ; l'*Ancien Régime* par rapport à l'histoire de son temps.

L'objectivisme de Tocqueville

Le premier trait remarquable de la méthodologie de Tocqueville est l'ambition dont elle témoigne d'obéir au principe auquel Max Weber donnera un nom : le principe de la *Wertfreiheit*, de la « neutralité axiologique ». Selon ce principe, l'observateur qui prétend atteindre le réel tel qu'il est doit faire abstraction de ses valeurs et de ses croyances personnelles. Tocqueville se plie rigoureusement à ce principe, rompant entièrement avec la démarche fortement empreinte de subjectivité d'un Guizot ou d'un Michelet ou avec les *a priori* encombrants des philosophes de l'histoire.

L'exemple de l'analyse tocquevillienne des croyances religieuses

Il n'est pas très difficile d'illustrer l'objectivisme de Tocqueville. Comme le feront après lui Durkheim et Weber, il accorde une grande attention aux croyances religieuses : un thème qui paraît plus que tout autre devoir échapper à une perspective objectiviste et auquel il applique pourtant rigoureusement le principe de la neutralité axiologique.

En effet, la question à laquelle il cherche à répondre est celle de savoir pourquoi les hommes croient ce qu'ils croient ; pourquoi on croit telle chose dans tel contexte et telle autre chose dans tel autre. Son analyse est vierge de toute théologie ; vierge aussi de toute dénégation dans le style de la philosophie des Lumières, de Feuerbach ou de Marx. Ses propres croyances - un agnosticisme bien tempéré- n'interfèrent en aucune façon avec ses analyses des croyances religieuses.

Ainsi, il soutient que l'empire romain constituait un terrain favorable à l'expansion du christianisme pour une série de raisons et notamment parce que l'image d'un Dieu unique évoquait facilement dans l'esprit des Romains celle de l'Empereur, parce que l'obligation faite aux citoyens romains de la soumission à l'Empereur évoquait la soumission à Dieu et parce que cette obligation s'adressait indistinctement à tous, du haut en bas de l'échelle sociale.

On peut rapprocher cette analyse de celle de Weber, qui s'est interrogé lui aussi sur la question de savoir pourquoi le christianisme avait investi l'empire romain. Weber avance

que le culte de Mithra a séduit les fonctionnaires et les militaires romains parce qu'il évoquait dans un registre symbolique l'organisation de l'empire. Lorsque ce culte monothéiste venu d'Orient apparut sur le marché des idées religieuses, ils s'y convertirent plus ou moins facilement, car il leur parlait, alors que la religion polythéiste traditionnelle, à l'origine une religion de paysans, ne leur disait plus rien. Le christianisme, qui évoque par bien des aspects le mithraïsme, s'insinua ensuite dans la brèche qu'il avait ouverte. L'analyse de Weber précise et complète celle de Tocqueville, mais elle obéit aux mêmes principes.

Avec la décomposition de l'empire romain, observe Tocqueville, le ciel chrétien commence à se peupler d'anges et de saints. Car l'idée de l'égalité de tous devant l'Empereur perd alors de sa vigueur. Elle est remplacée dans l'esprit des gens par un sentiment d'identité locale, voire d'identité ethnique (un peu, si l'on m'autorise ce rapprochement, comme les sentiments d'identité ethnique se sont réveillés dans les Balkans, lorsque le système communiste s'est écroulé) : on voit donc apparaître avec la décomposition de l'Empire romain des entités surnaturelles témoignant de ce réveil des sentiments d'identité.

Ici encore, Weber complètera Tocqueville. Il se pose, lui aussi, la question des raisons pour lesquelles les saints envahissent le christianisme des premiers siècles. Il répond que, à partir du moment où le monothéisme s'est imposé, les paysans s'y convertirent ; mais un paysan admet mal que le caractère capricieux des phénomènes naturels puisse être dû à une volonté unique, qu'il voit comme nécessairement dotée d'une certaine cohérence. Aussi le paysan romain accepta-t-il plus facilement le christianisme à partir du moment où Dieu fut conçu comme assisté par des entités spirituelles en concurrence les unes avec les autres dont il était possible de solliciter les bienfaits par la prière. Le mot *paganus*, « paysan », a fini par vouloir dire aussi « païen », parce que les paysans étaient perçus comme ayant importé dans la religion monothéiste l'esprit de l'ancienne religion polythéiste.

Les analyses de Tocqueville et de Weber identifient des schémas explicatifs que la recherche sociologique moderne devait généraliser. Ainsi, Scarlett Epstein a montré dans une étude classique sur l'Inde, que, dans les régions qui connaissent un fort essor économique, où les échanges se multiplient, les croyants tendent à s'identifier à la grande nation. On voit alors apparaître dans les demeures paysannes, à côté des symboles de la modernité, des images évoquant les divinités panindiennes. En revanche, dans les régions isolées qui échappent au mouvement de modernisation, ce sont les divinités locales qui continuent de prévaloir.

Ainsi, les croyances, les changements dans les croyances, l'issue du conflit entre systèmes concurrents de croyances religieuses s'expliquent, selon Tocqueville, par l'action de causes que la « nouvelle science » doit chercher à identifier.

Et ce qui est vrai des croyances religieuses est vrai de tout type de croyances. De même que Tocqueville exclut -autant bien sûr que faire se peut- toute référence à la vérité s'agissant des croyances religieuses, de même il ne se soucie guère de savoir si les croyances philosophiques sont vraies ou fausses, mais seulement d'établir les raisons pour lesquelles tel ou tel type de philosophie s'installe dans une conjoncture ou un contexte donnés.

Ainsi, explique-t-il, Descartes doit son succès à ce que ses idées étaient congruentes avec la diffusion du sentiment d'égalité favorisé par la monarchie absolue : à partir du moment où tous se sentent égaux et à ce titre aptes à tirer la vérité d'eux-mêmes, la notion de raison prend sens. Le succès du rationalisme s'explique donc dans une large mesure par sa congruence avec l'idée selon laquelle chacun a le sentiment que son opinion mérite d'être prise en compte.

La seconde *Démocratie en Amérique* à laquelle j'emprunte ces analyses est le plus profond des trois grands livres de Tocqueville. Il est aussi le plus difficile d'accès, car le plus

elliptique. Mais un point paraît certain, à savoir qu'il y affirme, comme dans la première *Démocratie* et dans *L'Ancien Régime*, une volonté d'objectivisme sur tous les sujets et notamment sur ceux qui paraissent opposer un défi à ce principe.

Faits symptomatiques et énigmatiques

La science politique nouvelle telle que Tocqueville la voit comporte une *deuxième* intuition majeure. S'agissant des phénomènes politiques et sociaux, certaines analyses donnent l'impression d'en proposer des *explications*, d'autres des *interprétations*. La différence est qu'une explication vise à être unique, tandis qu'une interprétation accepte de n'être qu'une parmi d'autres. Une explication vise à convaincre ; une interprétation à séduire. Une explication se veut vraie ; une interprétation se veut juste.

Au début du XX^e siècle, des théoriciens influents, comme Dilthey ou Rickert, verront dans les sciences morales et politiques des sciences de *l'interprétation*. Ils les opposeront aux sciences de *l'explication* : aux sciences visant la recherche des causes que sont à leurs yeux les sciences de la nature. Max Weber devait, lui, repousser cette opposition. Les sciences morales et politiques peuvent, à l'instar des sciences de la nature, se donner pour objectif premier d'établir les causes des phénomènes sur lesquels elles se penchent.

Dans cette querelle, Tocqueville se situe résolument par avance du côté de Weber. Lui aussi vise à établir les causes des phénomènes qu'il étudie. Et ses critiques à l'égard des théories qui lui déplaisent reviennent à leur reprocher d'interpréter là où il est plus intéressant et plus pertinent de chercher à expliquer. Ainsi, c'est verser dans l'interprétation que d'imputer le devenir historique ou les différences entre nations à des forces abstraites comme le fait Guizot ou à des facteurs dominants, comme les saint-simoniens ou les positivistes.

Mais Tocqueville va plus loin. Il comprend que les grandes théories scientifiques résultent souvent de discussions sur de « petits » faits. Il est vrai que Galilée, pour ne citer que lui, a dû ferrailler avec ardeur pour imposer l'idée que la rotation de la terre sur elle-même n'est pas incompatible avec le fait qu'un caillou jeté du haut du mât d'un navire en mouvement tombe au pied dudit mât, et non pas devant ou derrière, comme le voulaient ses adversaires.

D'instinct, Tocqueville a bien senti que, pour parvenir à expliquer des phénomènes sociaux et politiques complexes, il fallait de même les saisir à partir de faits précis. C'est pourquoi ses livres et notamment la seconde *Démocratie* et *L'Ancien régime* se présentent comme des réponses à une litanie de questions portant sur les raisons d'être de faits précis : pourquoi les Français de la fin du XVIII^e ne jurent-ils que par la raison, alors que ce n'est pas le cas des Anglais ? Pourquoi la métaphore du « hobereau » se répand-elle en France si facilement et si rapidement à la fin du XVIII^e siècle ? Pourquoi les Américains sont-ils plus religieux que les Français ? Pourquoi un même mot, gentilhomme et *gentleman*, a-t-il des significations aussi différentes en français et en anglais ? Pourquoi la carte géographique de la France fait-elle apparaître une proportion très importante de petites villes par rapport à une carte de l'Angleterre ? On peut sans exagération affirmer, je crois, que les vues générales que Tocqueville élabore dans la seconde *Démocratie* comme *L'Ancien Régime* sont fondées sur une multitude d'analyses portant sur des faits précis de ce type.

Tous les faits que Tocqueville rassemble, dans la seconde *Démocratie* aussi bien que dans *L'Ancien Régime*, ont donc deux traits en commun : ils sont précis. D'autre part, ce sont généralement des données comparatives. Or les faits en question sont précis parce qu'ils résultent d'une comparaison. Un énoncé comme « les philosophes ont beaucoup d'influence » est vague. En revanche, la proposition selon laquelle les philosophes français ont plus

d'influence à la fin du XVIII^e siècle que les philosophes anglais repère un fait précis. Le comparatisme de Tocqueville repose en fin de compte sur l'observation que la méthode comparative représente un moyen efficace pour parvenir à se donner des objets bien définis. Et s'il adopte cette stratégie, c'est parce qu'il a une conception explicative et non interprétative des phénomènes socio-historiques : parce qu'il vise à l'explication scientifique plutôt qu'à l'interprétation « littéraire ».

À l'appui de cette idée, on peut rappeler qu'il a dénoncé avec rudesse, dans ses *Souvenirs*, l'esprit littéraire qui inspire souvent l'analyse des phénomènes sociaux et politiques ou que, dans une lettre à Gustave de Beaumont de novembre 1836, il n'hésite pas à rapprocher son entreprise de celle de Cuvier, indiquant bien par là qu'il la voyait comme de caractère scientifique. D'autre part, il a insisté en des termes presque provocants sur l'importance du comparatisme : « Quiconque n'a étudié et vu que la France ne comprendra jamais rien, j'ose le dire, à la Révolution française ». On ne saurait être plus affirmatif.

Non seulement Tocqueville se donne pour objectif d'expliquer des faits précis, mais il y parvient. Je me borne ici à reprendre à titre d'illustration trois des exemples tirés de *L'Ancien Régime* auxquels je faisais allusion il y a un instant.

-Il est frappé par le fait que la carte géographique de la France fasse apparaître un contraste saisissant avec une carte de l'Angleterre, s'agissant de la distribution des villes en fonction de l'importance de leur population, la France comportant une proportion beaucoup plus grande de petites villes que l'Angleterre. L'une des causes majeures de ce phénomène, explique-t-il, est que ces petites villes ont été peuplées par des propriétaires fonciers à qui l'installation en ville a permis d'échapper à la taille et qui quittent leurs terres, le plus souvent pour occuper un emploi public. Car la centralisation administrative française fait que les emplois publics sont nombreux et que quiconque en a les moyens rêve d'occuper une charge officielle et, ainsi, de voir retomber sur lui une parcelle du prestige et du pouvoir d'un État qu'il voit comme tout puissant.

-Pourquoi la métaphore du « hobereau », mot qui désigne « le moins gros des oiseaux de proie », s'introduit-elle tout à coup dans la langue française et s'impose-t-elle durablement ? Parce qu'elle résume de façon incomparable les relations que le paysan français ou le bourgeois de la fin du XVIII^e siècle entretiennent avec les aristocrates qu'ils côtoient. Comme les nobles fortunés ont acheté des charges et se sont installés en ville ou à la Cour, ceux qu'ils rencontrent sont surtout des nobles désargentés, d'autant plus à cheval sur leurs prérogatives qu'elles représentent pour eux la seule manière de se faire valoir.

-Pourquoi les mots gentilhomme et *gentleman*, qui sont les mêmes, n'ont-ils pas du tout le même sens ? Le mot *gentilhomme* évoque l'idée d'une caste à laquelle on appartient par la naissance et dans laquelle il est difficile d'entrer ; le mot *gentleman* désigne, lui, une manière de se comporter évoquant l'idée de la supériorité, mais aussi le sentiment que ladite supériorité, étant de caractère moral, est en principe accessible à tous. Tocqueville décrypte dans cette différence de signification le contraste entre un corps qui s'est replié sur lui-même sous l'effet d'une politique royale inspirée par la volonté de tenir la noblesse en laisse et un corps qui, en raison notamment des institutions représentatives mises en place en Angleterre, a pris part à la modernisation du pays aux côtés de la bourgeoisie.

Lois conditionnelles

La méthodologie de Tocqueville comporte un *troisième* aspect essentiel qui explique la modernité de ses analyses. Dans leurs écrits de méthodologie des sciences sociales, Weber, Popper ou Hayek ont développé l'idée que l'un des objectifs des sciences sociales est d'établir

des lois conditionnelles –des lois de forme « si A, alors B »- et précisé que ces lois sont le produit de motivations et de raisons psychologiques *compréhensibles* de la part des individus concernés.

La mise au jour de lois conditionnelles est clairement une dimension importante de la science économique, qui en a établi une multitude. Exemple : si l'on bloque les loyers, on risque de provoquer un rétrécissement du marché de la location : si A, alors B. La relation causale en question est bien le produit de motivations et de raisons compréhensibles de la part des acteurs concernés.

L'identification de lois de forme « si A, alors B » est un objectif essentiel, non seulement de l'économie, mais de toutes les sciences sociales. Un Durkheim en était parfaitement conscient. Dans son étude sur le suicide, il en propose et en vérifie statistiquement un très grand nombre. Par exemple : contrairement à ce qu'on pourrait s'attendre à observer, en période de crise politique grave, les taux de suicide tendent sous des conditions générales à baisser, parce que les candidats au suicide sont momentanément incités à détourner leur regard de leurs problèmes personnels.

En tout cas, on est impressionné par le nombre des lois conditionnelles que Tocqueville met en évidence dans la seconde *Démocratie* particulièrement.

L'égalité

Je me contente de rappeler une loi déjà évoquée. L'égalité favorise l'esprit critique, car « dans ces temps d'égalité (...), c'est en eux-mêmes ou dans leurs semblables [que les hommes] cherchent d'ordinaire les sources de la vérité ». Favorisant l'esprit critique, l'égalité favorise le développement de l'esprit scientifique, mais il favorise aussi le scepticisme.

Autre loi. Les sociétés « démocratiques » se caractérisent par le fait que la compassion se développe et que « le droit des gens s'adoucit », car : « quand les rangs sont presque égaux, tous les hommes ayant à peu près la même manière de penser et de sentir, chacun d'eux peut juger en un moment des sensations de tous les autres (...) Il n'y a donc pas de misère qu'il ne conçoive sans peine ».

La production intellectuelle est, elle aussi, affectée par l'égalité. L'égalité favorise les ouvrages témoignant d'une recherche du succès facile, ceux qui apparaissent remarquables davantage par leur nouveauté que par leur profondeur, par leur côté provoquant que par leur justesse : dans les démocraties, les lecteurs « aiment les livres qui se lisent vite » (...) « Il leur faut surtout de l'inattendu et du nouveau ».

Autre loi : la complexité caractéristique des sociétés démocratiques entraîne que l'*homo democraticus* a tendance à apprécier les idées générales et abstraites qui lui fournissent des repères à moindres frais. Tocqueville annonce ici la prolifération des mots en *isme*, caractéristique de la pensée moderne. En évoquant le goût pour les idées abstraites et générales, il songe sans doute aux positivistes ou aux socialistes. Tous le hérissent par leur prétention à enfermer la complexité des processus sociaux et politiques dans des formules simples, mais il s'explique fort bien ce simplisme.

L'égalité affecte le style de la discipline historique elle-même. L'historien des époques aristocratiques a tendance à attribuer les grands événements à l'influence des grands hommes, explique-t-il. À l'inverse, l'historien des époques démocratiques a tendance à faire des masses anonymes les acteurs principaux de l'histoire. Il est bien possible que Tocqueville ait pensé ici à Michelet.

Autre loi. L'*homo democraticus* veut que ses désirs soient immédiatement satisfaits. Il vit dans l'instant ou dans le futur immédiat. Ne plaçant plus ses espoirs dans le long terme, il veut satisfaire ses moindres désirs.

Autre loi, la plus célèbre sans doute : l'égalité favorise l'individualisme, c'est-à-dire le repli de l'être humain sur lui-même et le petit groupe de ses proches.

Autre loi. L'égalité exerce une action dissolvante sur la famille, en raison de la croissance de la mobilité sociale et géographique, et aussi de la montée de l'individualisme.

Dans la seconde *Démocratie*, Tocqueville identifie les lois de type « si A, alors B » qu'il met en évidence à partir d'une comparaison entre sociétés « aristocratiques » et sociétés « démocratiques ». Cette stratégie comparatiste lui permet d'expliquer nombre de traits caractéristiques, non seulement des sociétés « démocratiques », mais des sociétés « aristocratiques ».

L'honneur, explique-t-il, est un sentiment propre aux sociétés « aristocratiques » : « il existe, entre l'inégalité des conditions et ce que nous avons appelé l'honneur, un rapport étroit et nécessaire ». Tocqueville suit ici Montesquieu. Le sentiment de l'honneur s'appuie sur une relation hiérarchique entre groupes supposés respectivement supérieurs et inférieurs. Il est corrélatif d'un sentiment d'appartenance au groupe que nous désignons par le pronom *nous* et d'un sentiment d'exclusion de ceux que nous désignons par le pronom *eux*.

Lorsque prévalent des structures hiérarchiques caractéristiques des sociétés aristocratiques, apparaissent des comportements qui heurtent l'homme démocratique. Ainsi, nous sommes scandalisés, indique Tocqueville, par le fait qu'un Américain se juge déshonoré à l'idée d'épouser une noire, mais voit beaucoup moins d'inconvénient à abuser d'elle : « débaucher une fille de couleur nuit à la réputation d'un Américain ; l'épouser le déshonore ».

Cet exemple indique que des traits « aristocratiques » peuvent fort bien se glisser dans une société « démocratique » comme la société américaine. Tocqueville pratique par avance ici la méthode wébérienne des *types idéaux*. Les notions de « société démocratique » et de « société aristocratique » décrivent en d'autres termes dans son esprit des types conceptuels purs qui se mélangent dans la réalité.

Cela me conduit à évoquer un dernier exemple, particulièrement important, de toutes ces lois que propose la seconde *Démocratie*. Dans le contexte des sociétés aristocratiques caractérisées par la hiérarchisation des groupes, l'idée de l'unité du genre humain, de l'égalité de tous ne saurait prospérer : « lorsque les conditions sont fort inégales (...) on dirait qu'il y a autant d'humanités distinctes qu'il y a de classes (...) on n'envisage jamais que certains hommes et non pas l'homme ». D'où le fait que l'esclavage ait été longtemps considéré comme normal dans les sociétés « aristocratiques ». D'où le fait qu'il tende à être discrédité à partir de la fin du XVIII^e siècle avec l'affirmation du caractère « démocratique » des sociétés modernes.

Processus diachroniques

La « nouvelle science politique » que Tocqueville illustre admirablement par son œuvre même se veut donc objectiviste, comparatiste et attachée à un objectif qui l'éloigne de l'histoire et de la philosophie de l'histoire et la rapproche plutôt de l'économie : celui de la mise en évidence de lois conditionnelles. Mais, et c'est un *quatrième* trait de sa méthodologie que je voudrais souligner, dans la seconde *Démocratie* et dans *l'Ancien Régime*, il identifie, non seulement des lois conditionnelles de forme « si A alors B », mais des processus plus

complexes se développant dans le temps et combinant des mécanismes élémentaires. Je distinguerai à cet égard trois figures.

Celle des *processus à dynamique exogène* en premier lieu. Ces processus se caractérisent par le fait qu'une évolution des données contextuelles incite à la production d'une suite d'innovations allant dans la même direction.

Un exemple illustre bien ce type de processus. L'égalité favorise le libre examen, nous dit Tocqueville. Mais cet effet s'est déployé dans le temps. Ainsi, Luther a limité sa critique aux institutions religieuses. Car il pouvait s'en prendre au Vatican, mais non se heurter aux princes allemands sur l'appui desquels il devait compter : le contexte ne l'encourageait pas à sortir de ce cadre. Descartes ira ensuite dans le même sens que Luther, mais le contexte lui permettra d'aller plus loin. Il soumettra toute croyance à l'autorité de la raison, en exceptant seulement la croyance en Dieu. Puis vint Voltaire. Son message prolonge celui de Descartes. Mais il écrit dans un contexte qui l'encourage cette fois à soumettre toute croyance à l'empire de la raison, sans en excepter les croyances religieuses.

Le message de ces trois grands innovateurs en idées est semblable : il affirme le droit de chacun à juger par lui-même ; il installe la notion de raison comme une notion centrale ; il plaide pour les droits de la raison. « Qui ne voit que Luther, Descartes et Voltaire se sont servis de la même méthode ? ». Mais le contexte fait que, de Luther à Voltaire, le message rationaliste s'est appliqué progressivement à des sujets de plus en plus vastes.

Une seconde figure mise en évidence par les analyses de Tocqueville est celle des *processus circulaires*, ceux où les effets d'une cause viennent renforcer l'action de la cause en question. La cybernétique parlerait ici d'effet de rétroaction ; en anglais : de *feedback*. L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit ici est celui de l'autorenforcement de la demande d'égalité : plus l'égalité se développe, plus elle stimule la demande d'égalité. Plus l'égalité croît, plus les inégalités sont perçues comme inacceptables : « Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil ; quand tout est à peu près de niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir de l'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande ».

La troisième figure, qui envahit l'ensemble de la seconde *Démocratie*, est celle des *processus en cascade* ou, si l'on veut, des *processus de réaction en chaîne* : A favorise B, mais aussi C, mais aussi D ; B de son côté favorise C, mais aussi E, mais aussi F, etc.

Ainsi, la complexité croissante des sociétés démocratiques et la perte des repères religieux qui sont des conséquences du déploiement de l'égalité entraînent à leur tour une demande, celle de l'identification de nouvelles sources d'autorité. Car un individu ne peut se déterminer à l'aide de sa seule raison que sur un nombre très restreint de sujets : « il n'y a pas de si grand philosophe dans le monde qui ne croie un million de choses sur la foi d'autrui ». Sur beaucoup de sujets, l'individu doit donc faire appel à une autorité qu'il ait des raisons de reconnaître comme telle. De surcroît, plus le savoir s'enrichit et plus les sociétés se compliquent, plus cette demande s'intensifie.

À partir du moment où cette autorité n'émane plus des institutions traditionnelles, d'où peut-elle provenir ? Les repères des sociétés modernes sont, sur tous les sujets de caractère non strictement technique, fournis par « l'opinion », explique Tocqueville: « c'est de plus en plus l'opinion qui mène le monde », déclare-t-il dans la seconde *Démocratie*. « Ce sont les gros lieux communs qui mènent le monde », répète-t-il sept ans plus tard dans un important discours prononcé devant l'Académie des sciences morales et politiques. Tocqueville identifie ici le mécanisme générateur de ce que nous appelons nous-mêmes le « politiquement correct », l'« historiquement » ou le « moralement correct ».

Processus cumulatifs : le développement de l'égalité

Le moment est venu d'évoquer le processus cumulatif qui domine toute la seconde *Démocratie* : l'affirmation de plus en plus insistante de l'égalité au cours du temps. Ce déploiement continu de l'égalité a provoqué en lui, confesse Tocqueville, une « terreur religieuse ». D'où provient-il ?

Tocqueville évoque à ce propos la main de Dieu et feint de ne pas en comprendre les desseins. Pourquoi l'« l'Être tout puissant et éternel » veut-il cette égalisation ? On comprend les réserves de Tocqueville. Elles sont abondamment analysées à travers toute la seconde *Démocratie*. L'égalisation entraîne des effets positifs, comme l'adoucissement des mœurs, mais aussi des effets négatifs, comme le repli de l'individu sur lui-même ou l'apparition d'une production culturelle vulgaire et superficielle. Ce que Tocqueville ne comprend pas, c'est pourquoi il faudrait se féliciter de ces effets. Le fait que l'apparition de produits culturels de valeur douteuse soit un trait de la modernité n'entraîne pas qu'on doive s'extasier devant eux. Aucune attitude n'est plus éloignée de Tocqueville que le *positive endorsement* dont parle Ernest Gellner, à savoir l'approbation inconditionnelle de tout état de choses existant. Il n'aurait sans doute pas été surpris que le tag soit élevé au rang des beaux-arts, mais il est peu probable qu'il ait cédé à son charme.

En dépit de ce qu'il cherche à faire entendre, Tocqueville sait fort bien d'où provient la tendance à l'égalisation.

Elle reflète la demande de reconnaissance caractéristique de la nature humaine et aussi le « goût naturel et instinctif que tous les hommes ressentent pour le bien-être ». En effet, dès qu'un individu ou un groupe a l'impression qu'il est en mesure d'améliorer sa position, d'accroître son bien-être ou d'obtenir d'autrui la reconnaissance de sa dignité, il cherche à agir en conséquence. Le même mécanisme tendant à se répéter indéfiniment, l'égalité est vouée à se développer. C'est en ce sens qu'on peut évoquer la Providence : les processus sociaux qui tendent vers un approfondissement constant de l'égalité ont leur cause ultime dans des désirs fondamentaux inscrits dans la nature humaine. On peut les canaliser. Il est vain de vouloir les neutraliser.

Qu'est-ce qu'une bonne théorie ?

Un *cinquième* point essentiel de la méthodologie de Tocqueville me paraît enfin digne d'être relevé. Il démontre à travers ses analyses et ses remarques critiques sur ses contemporains, historiens ou philosophes de l'histoire, qu'il a médité sur la question de savoir ce qu'est une *bonne théorie* explicative. Ses conceptions à ce sujet annoncent ici encore celles des meilleurs méthodologues des sciences sociales.

Une bonne théorie, c'est d'abord, selon Tocqueville, une théorie qui explique un phénomène social en en faisant la conséquence de comportements *compréhensibles* de la part des individus concernés.

Un point essentiel étant de mettre en évidence les ressorts psychologiques des acteurs sociaux, il faut d'autre part se contenter de la psychologie ordinaire, de la psychologie qu'on utilise dans la vie de tous les jours ; bref, de la psychologie d'Aristote ou des moralistes du XVII^e siècle : la seule qui puisse légitimement viser à entraîner la conviction.

Tocqueville applique en résumé d'instinct et par avance la méthodologie, que, à la suite de Weber et de Schumpeter, on qualifie d'« individualisme méthodologique ». Elle le conduit aux antipodes d'Auguste Comte, pour qui il existe « une absolue nécessité de séparer l'étude des phénomènes collectifs de l'espèce humaine de celle des phénomènes individuels ».

Cette méthodologie « individualiste » amène Tocqueville à traiter par exemple tout différemment de Guizot les thèmes mêmes qu'il lui emprunte. Ainsi, dans la 14^e leçon de son *Histoire de la civilisation en Europe*, Guizot attribue les différences de style entre la philosophie politique française et anglaise à un contraste entre le « génie » des deux pays. Tocqueville reconnaît l'existence de ces différences, mais il les explique, non par des forces occultes (comme le prétendu « génie » qu'évoque Guizot), mais par le caractère encore très aristocratique de la société anglaise au XVIII^e siècle : le principe d'égalité étant moins présent chez les Anglais de cette époque, une théorie politique se donnant comme éléments de base des citoyens abstraits, indifférenciés et égaux entre eux, comme le *Contrat social* de Rousseau, ne leur dit pas grand chose.

C'est en fin de compte parce qu'il a en tête une méthodologie qui voit dans la *compréhension* du comportement, des représentations et des croyances des individus une phase essentielle de toute analyse que Tocqueville repousse avec véhémence les théories mécaniques des philosophes de l'histoire, des historiens et des théoriciens sociaux de son temps. Il voit bien qu'opposer le « génie anglais » au « génie français », comme le fait Guizot, c'est confondre la rhétorique et la science, l'esprit littéraire et l'esprit scientifique. Je note en passant que cet avertissement garde toute son actualité : lorsque nous expliquons par exemple l'impopularité du libéralisme en France à partir d'une opposition entre la « culture anglo-saxonne » et la « culture française », nous faisons du Guizot, pas du Tocqueville.

J'emprunterai à Tocqueville deux exemples pour illustrer l'efficacité de sa conception de ce que doit être une bonne théorie explicative : sa théorie de l'exception religieuse américaine et sa théorie du blocage de la société française.

L'exception religieuse américaine.

Le phénomène de l'exception religieuse américaine s'explique d'abord par le fait que la religion est à l'origine de la fondation des États-Unis. Mais l'explication est insuffisante à ses yeux : « en Amérique, la religion s'est, pour ainsi dire, posé elle-même ses limites : l'ordre religieux y est resté entièrement distinct de l'ordre politique, de telle sorte qu'on a pu changer facilement les lois anciennes sans abandonner les anciennes croyances ». Elliptique ici comme dans d'innombrables autres passages de la seconde *Démocratie*, Tocqueville ne juge pas nécessaire de préciser en quoi la religion américaine « s'est posé ses limites ». On peut cependant tenter de reconstituer sa pensée à partir du contexte.

La religion américaine « s'est posé ses limites », notamment parce que la multitude des Églises protestantes américaines a contribué à accentuer les aspects moraux du christianisme aux dépens de ses aspects dogmatiques. Car les sectes protestantes américaines se distinguent du point de vue du dogme, mais elles se confondent largement dans leurs enseignements moraux. Ce caractère surtout moral du protestantisme américain a contribué à éviter les conflits entre science et religion qui caractérisent d'autres contextes, et notamment le contexte français. D'autre part, la multitude des Églises protestantes américaines a fait qu'elles ne pouvaient chercher à se confronter avec l'État, à la différence des Églises en situation de monopole. Enfin, la séparation de l'Église et de l'État, acquise dès la naissance de la nouvelle nation, mettait les Églises américaines en garde contre toute tentation politique.

Parce qu'elles se sont ainsi « posé des limites », les institutions religieuses américaines ont pu conserver une activité importante dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la solidarité, fonctions dont en France elles devaient être largement dépossédées au profit de l'État. La religion reste en conséquence beaucoup plus présente dans la vie quotidienne de l'Américain que de l'Anglais ou du Français.

En Angleterre, les progrès de l'irréligion sont dus notamment, explique Tocqueville, à ce que l'Église anglicane est « devenue un parti politique » : une prétention que les sectes protestantes éclatées des États-Unis ne pouvaient aussi facilement nourrir et dont le principe de la séparation de l'Église et de l'État les dissuadait.

Rapprochées les unes des autres, ces analyses contribuent puissamment à expliquer une donnée toujours observable aujourd'hui, à savoir que, selon toutes les enquêtes, les Américains apparaissent comme beaucoup plus religieux que les Anglais et les Français plus religieux que les Français.

La société bloquée

On peut en second lieu évoquer une théorie qui s'applique, non seulement à la France de Tocqueville, mais, dans une certaine mesure du moins, à celle d'aujourd'hui. La centralisation administrative caractéristique de la France a pour conséquence qu'elle emploie un grand nombre de fonctionnaires, plus grand en tout cas que l'Angleterre, le pôle de comparaison de Tocqueville dans *L'Ancien régime*. Sous l'Ancien Régime, les besoins financiers de l'État et la pratique de la vente des charges accentuent cette tendance. Sous la Monarchie de Juillet et le Second Empire, d'autres causes produisent les mêmes effets : le nombre de fonctionnaires croît avec l'extension des fonctions de l'État : « non seulement le pouvoir du souverain s'est étendu (...) dans la sphère entière des anciens pouvoirs ; celle-ci ne suffit plus pour le contenir ; il la déborde de toutes parts et va se répandre sur le domaine que s'était réservé jusqu'ici l'indépendance individuelle ». Dans notre vocabulaire contemporain : l'État se contente de moins en moins de ses fonctions régaliennes ; dans toutes sortes de domaines, il se substitue à l'initiative privée. Il en résulte bien sûr une inflation des emplois publics. « À mesure que les attributions du pouvoir central augmentent, le nombre des fonctionnaires qui le représentent croît ».

Cette accentuation constante de la centralisation administrative devait produire des effets en cascade. En premier lieu, la formation d'une classe toute puissante, se superposant aux institutions politiques. « Les fonctionnaires administratifs (...) forment déjà une classe qui a son esprit particulier, ses traditions, ses vertus, son honneur, son orgueil propre. C'est l'aristocratie de la société nouvelle (...) ».

L'omnipotence de l'État fait ensuite que les citoyens en attendent tout : « personne n'imagine pouvoir mener une affaire importante si l'État ne s'en mêle ». « On reproche [au gouvernement] jusqu'à l'intempérie des saisons ». « Se mettre à l'aise aux dépens du trésor public (...) paraît [aux Français] être (...) la voie la plus aisée et la mieux ouverte à tous pour sortir d'une condition qui ne leur suffit plus ».

Mais l'effet le plus inattendu du degré élevé de centralisation et de bureaucratisation qui caractérise la France est le suivant : un gouvernement adossé à un État aussi imposant devrait être fort ; dans la pratique, il est condamné à la faiblesse. Fort, il l'est par l'extension de ses prérogatives ; faible, il l'est notamment parce qu'il est incapable de faire passer une mesure qui heurterait les fonctionnaires.

De surcroît, la toute puissance de l'administration engendre une attitude revendicative et querelleuse des agents de l'État à l'endroit du pouvoir politique. « (...) le gouvernement finit nécessairement par rencontrer une opposition permanente ; car sa tâche est de satisfaire avec des moyens limités des désirs qui se multiplient sans limites ».

Tocqueville n'était donc pas été surpris par le fait que tout gouvernement français ait bien du mal à faire prévaloir l'intérêt général contre les intérêts corporatistes de ses agents :

« c'est , écrit-il, un spectacle qui frappe (...) de voir comme ce gouvernement si envahissant (...) demeure interdit à la moindre résistance (...) et comme alors il s'arrête, il hésite, parle, prend des tempéraments et demeure bien en deçà des limites naturelles de sa puissance ».

Le savant et le politique

J'ai insisté ici sur la méthodologie de Tocqueville. C'est notamment parce qu'il a observé d'un œil critique les théories développées de son temps en matière de sciences morales et politiques qu'il a proposé des analyses profondément novatrices et dont il était parfaitement conscient qu'elles l'étaient. Tocqueville a compris qu'une sociologie scientifique suppose qu'on explique les phénomènes sociaux à partir des actions et des croyances des hommes et qu'il est essentiel de retrouver les raisons et les motivations compréhensibles qui les inspirent. Cette méthodologie s'oppose à des tendances importantes de l'histoire et de la philosophie de l'histoire de son temps, mais aussi à des tendances importantes des sciences sociales contemporaines.

Je ne méconnaissais pas qu'il y ait, à côté du savant qu'est incontestablement Tocqueville, un philosophe. La première *Démocratie* a depuis toujours été saluée comme un chef d'œuvre de la philosophie politique. Une vue profonde de la condition humaine et de la modernité émane de toutes les analyses de Tocqueville. Sa passion pour la liberté et sa crainte de la tyrannie anonyme de l'opinion, du « politiquement correct » et aussi de la double tyrannie de la puissance publique et de ce qu'il dénomme « le pouvoir social » sont immédiatement perceptibles chez lui. Mais son œuvre va bien au-delà de ces généralités.

Dans son discours prononcé à la séance publique annuelle de l'académie des sciences morales et politiques en date du 3 avril 1852, Tocqueville déclare qu'il n'a aucun doute sur le caractère scientifique des sciences morales. Elles sont capables, dit-il, d'énoncer des lois aussi solides que les sciences de la nature : « le gouvernement ne peut pas plus faire que le salaire s'élève quand la demande du travail diminue, qu'on ne peut empêcher l'eau de se répandre du côté où penche le verre ». Certes, les hommes politiques ont des raisons justifiées de ne pas croire au caractère scientifique des sciences morales et politiques, explique-t-il. Car la politique est un art. En revanche, il est consternant que ceux qui ont pour fonction d'analyser les phénomènes sociaux et politiques aient les mêmes doutes, comme tous ces « faiseurs de théories sociales (...) dangereux (...) et ennuyeux » qui lui paraissent proliférer de son temps et qui ne comprennent pas qu'ils doivent procéder selon les principes de la méthode scientifique.

Tocqueville esquisse ici des thèmes qui évoquent par avance presque littéralement ceux que Max Weber développera dans une célèbre conférence sur la distinction entre les rôles du savant et du politique.

Le sentiment de modernité qu'évoque l'œuvre de Tocqueville s'explique en fin de compte pour une bonne part parce que sa méthodologie lui a permis d'identifier une multitude de tendances lourdes dont nous observons, plus d'un siècle et demi après lui, qu'elles sont toujours à l'œuvre. J'en ai évoqué quelques unes. Il en a identifié beaucoup d'autres.